



PLAN D' ACTIONS **DE LA** **RÉGION** HAUTS-DE-FRANCE POUR L'INDUSTRIE CIRCULAIRE

ACCOMPAGNER - ACCÉLÉRER - MASSIFIER

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI)

« Déploiement d'un réseau régional de ressourceries – recycleries de nouvelle génération »

NOTE DE CADRAGE

Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI)

« Déploiement d'un réseau régional de ressourceries – recycleries de nouvelle génération »

I/ Contexte

Le réemploi et le recyclage sont aujourd'hui à généraliser afin de réduire l'utilisation des matières nouvelles. La loi AGECE (anti gaspillage pour une économie circulaire) prévoit l'obligation pour les déchèteries de mettre en place, à la demande des acteurs de l'économie sociale, solidaire et circulaire, des zones de dépôt pour des objets en bon état ou réparables, pour récupération et réemploi.

La loi AGECE renforce également les obligations des producteurs et le développement systématique de l'écoconception permettant un usage plus durable des ressources, une prolongation de la durée de vie des objets, une réparabilité accrue et un recyclage facilité. Les éco organismes disposent de moyens conséquents (issues des éco participations) pour accompagner des démarches facilitant le développement de l'économie circulaire.

La région Hauts-de-France souhaite structurer et dynamiser un réseau régional de ressourceries recycleries de nouvelle génération intégrant l'ensemble de la chaîne de valeur de l'économie circulaire : collecte-récupération, réparation, upcycling, recyclage, écoconception, ventes d'occasion, locations, circuits courts... afin de favoriser le réemploi et développer ainsi l'activité dans les territoires en favorisant la création d'emplois locaux.

II/ Les enjeux pour les Hauts-de-France

Dans le cadre du plan d'action pour l'industrie circulaire en Hauts-de-France, la Région appréhende l'ensemble des problématiques liées à l'économie circulaire, de la recherche à la formation en passant par l'accompagnement des entreprises et la sensibilisation des citoyens.

Parmi les actions de ce plan, le développement d'un réseau de ressourceries recycleries devra permettre d'accélérer la dynamique afin de :

- Favoriser le réemploi et la réparation des objets
- Développer des filières locales de valorisation, notamment avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire
- Contribuer à la création d'emplois non délocalisables
- Renforcer la sensibilisation des citoyens sur la nécessité de changer de modèle en démontrant l'intérêt économique et écologique de penser au réemploi plutôt que l'achat de produits neufs.

III/ Objectifs du présent AMI

La finalité est donc de :

- **Structurer un réseau régional** de lieux innovants de réemploi et de réparation
- **Développer de nouveaux modèles économiques** associant réemploi, numérique (traçabilité, plateformes de dons/vente en ligne), logistique et partenariats avec les filières existantes (textiles, équipements électriques et électroniques, meubles, vélos, ...).
- **Soutenir les expérimentations et création d'activités**
- **Sensibiliser et former** les différents publics et favoriser les échanges
- **Renforcer l'ancrage territorial** : implication des collectivités locales, des habitants et des acteurs de l'ESS.
- **Créer des emplois durables et inclusifs**, en particulier pour des publics éloignés de l'emploi.
- **Réduire significativement les tonnages de déchets enfouis ou incinérés** grâce à la valorisation matière et au réemploi.

Pour ce faire, 2 phases sont envisagées :

- dans un premier temps court, d'identifier les compétences permettant d'animer, accélérer et coordonner la démarche,
- dans un second temps de permettre aux porteurs de construire une réponse en phase avec les objectifs

IV/ Typologies de porteurs

L'AMI s'adresse en priorité :

Pour la phase 1 :

Aux opérateurs ayant démontré (par des opérations réalisées) leurs connaissances et leur capacité technique d'accompagner, de conseiller et de coordonner aux côtés de la Région les initiatives de ressourceries-recycleries qui émergeront de la phase 2 de l'AMI.

Pour la phase 2 :

- ✓ aux collectivités locales (et leur groupements), aux syndicats de gestion des déchets
- ✓ aux acteurs économiques : entreprises, acteurs de l'économie sociale et solidaire, éco organismes concernés

Seront particulièrement étudiés les projets émanant de synergies d'acteurs complémentaires (consortiums publics-privés, territoires et éco organismes) permettant de constituer des plateformes multi-produits de taille conséquente avec un démarrage opérationnel à court terme.

VI/ Confidentialité

Les autorités régionales s'engagent à respecter strictement la confidentialité de l'ensemble des pièces et des éléments qui seront transmis en réponse à cet AMI.

VII/ Modalités d'identification des initiatives

Cet AMI sera lancé dès l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Un dossier type de réponse à l'AMI sera proposé et mis à disposition sur le site internet régional à l'adresse : <https://www.hautsdefrance.fr>

Ce dernier permettra aux répondants de décrire leur proposition : présentation synthétique, partenariats, problématiques traitées, description des étapes, suites attendues, impacts et premiers éléments financiers.

L'ensemble des propositions seront étudiées au regard des solutions qu'elles apportent aux différents enjeux identifiés ainsi que leur capacité à être mises en œuvre opérationnellement à court terme.

L'impact socio-économique sera apprécié également, notamment la capacité à créer des emplois, et proposer un service aux entreprises locales avec un modèle économique soutenable.

VII/ Forme de soutien

Les lauréats de cet AMI devront s'engager à participer à une dynamique de coopération régionale autour de la problématique de l'économie circulaire. Cette dynamique aura pour but la mise en place d'échanges pour faire émerger des coopérations et des boucles de valeurs régionales renforcées sur le sujet de l'économie circulaire.

- Un accompagnement technique pourra être proposé par les services de la Région, en lien avec les partenaires régionaux.
- Les propositions faisant état d'un besoin de financement seront orientées pour étude vers les dispositifs régionaux de droit commun (FRATRI, aides à l'innovation, aides aux entreprises, ...) ou des fonds européens de développement économique régional (FEDER, Fonds de Transition Juste, ...), selon le besoin et l'éligibilité aux dispositifs et outils disponibles.

Le présent AMI n'a pas pour objet d'attribuer des financements. Les financements n'interviendront qu'après dépôt d'un dossier de demande de subvention dans le cadre des différents dispositifs régionaux en place.

VIII/ Durée

Pour la phase 1 : réponses attendues avant le 28 février 2026.

Pour la phase 2 : réponses attendues avant le 5 juin 2026

IX / Contact

Pour toutes questions sur les modalités de réponses, les éléments attendus, le contact :

Direction Hauts-de-France Entreprises

AMI-transitions@hautsdefrance.fr